



Monique Lubin, Sénatrice des Landes
Eric Kerrouche, Sénateur des Landes

Communiqué de presse du 17 mai 2018

Comment le Gouvernement enterre sans sourciller la revalorisation des retraites agricoles

Ce mercredi 16 mai 2018, les interventions quasi-unanimes des sénateurs toutes formations politiques confondues, à l'exception des 22 sénateurs LREM, n'y auront rien changé. Avec un aplomb déconcertant, en abusant de toutes les procédures parlementaires possibles, voire en frisant la mauvaise foi, le Gouvernement représenté par la Ministre Agnès Buzyn aura tout mis en œuvre pour offrir à la proposition de loi visant à revaloriser les retraites agricoles de 116€ par mois, un enterrement de première classe.

Pour être adoptée et entrer en vigueur immédiatement, cette proposition de loi nécessitait d'être votée dans les mêmes termes que ceux de l'Assemblée Nationale. C'est-à-dire, sans amendements. Ainsi, le dépôt de deux nouveaux amendements par le Gouvernement, conjugué à la procédure du vote bloqué qui impose de se prononcer sur le texte amendé par le Gouvernement, n'était qu'un leurre et ne visait qu'un unique objectif : faire obstruction au texte et reporter aux calendes grecques une mesure de justice sociale pour les retraités agricoles, dont le niveau de pension est le plus faible de tous les régimes.

Mais qui sera dupe de ces artifices dissimulant maladroitement une réalité bien tangible : celle d'un Gouvernement qui est resté sourd à cette urgence sociale, illustrant, une fois encore, sa politique profondément inégalitaire de précarisation des plus modestes et d'enrichissement des plus aisés ? Personne.

Et qui sera dupe de la stratégie de musellement du Parlement et de sa mise au pas institutionnelle ? Personne.

Obsédé par des équations comptables, soucieux avant tout du sort des contribuables de l'ISF, ce Gouvernement préfère bel et bien ignorer tout autant la dignité humaine que la démocratie.